

HAMPSON, Fen Osier, Michael HART, and Martin RUDNER (dir.). *Canada Among Nations 1999. A Big League Player ?* Toronto, Oxford University Press Canada, 1999, 273 p.

Manon Tessier

Volume 31, numéro 3, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704214ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704214ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tessier, M. (2000). Compte rendu de [HAMPSON, Fen Osier, Michael HART, and Martin RUDNER (dir.). *Canada Among Nations 1999. A Big League Player ?* Toronto, Oxford University Press Canada, 1999, 273 p.] *Études internationales*, 31(3), 622–623. <https://doi.org/10.7202/704214ar>

Canada Among Nations 1999. A Big League Player ?

HAMPSON, Fen Osler, Michael HART,
and Martin RUDNER (dir.). Toronto,
Oxford University Press Canada,
1999, 273 p.

La série « *Canada Among Nations* » publiée par la Norman Paterson School of International Affairs en est déjà à sa quinzième édition qui s'avère également être la dernière de ce millénaire. Les éditeurs ont profité de ce passage pour dresser leur traditionnel bilan annuel de la politique étrangère canadienne en regroupant la problématique de cette année autour du thème central de la sécurité humaine. Il apparaît en effet intéressant de s'interroger sur l'utilité de ce concept populaire puisqu'après avoir déploré une politique étrangère trop centrée sur les intérêts commerciaux au détriment des droits de la personne, les critiques ont effectué un retour de balancier en déplorant maintenant une politique étrangère trop « douce » dans laquelle les croisades idéalistes minent la crédibilité du Canada auprès de ses alliés et nient une dimension militaire nécessaire et complémentaire. Comme l'indiquent les auteurs, ces interrogations et critiques devraient recevoir rapidement des éléments de réponses avec l'élection du Canada au Conseil de sécurité de l'ONU grâce à laquelle Ottawa retourne à l'avant-scène et pourra faire la promotion de sa politique.

Devant les quantités de sujets à traiter, le concept de sécurité humaine se traduisant souvent par un agenda fourre-tout, les éditeurs ont eu la sagesse de regrouper les chapitres de ce livre autour de trois thèmes : la politique économique (5 chapitres), la politique culturelle (2 chapitres) et la politique de sécurité (5 chapitres). Dans la section économi-

que, le lecteur trouvera par exemple des textes sur l'Accord multilatéral des investissements, la nouvelle ronde de négociations de l'Organisation mondiale du commerce et les conséquences de la crise financière asiatique. L'impression qui se dégage de ces textes est que le Canada, après avoir été un négociateur commercial actif au cours de la dernière décennie en Amérique et en Europe, adopte plutôt une position prudente voire attentiste vis-à-vis des grands dossiers de mondialisation. Il ne semble donc pas, pour reprendre la question centrale du livre, être un « joueur majeur » dans la politique commerciale internationale.

Le même constat pourrait être fait en matière de politique culturelle qui demeure toujours le troisième « pilier » de la politique étrangère canadienne et le plus faible. Ainsi, seule la politique canadienne de sécurité semble offrir un bilan plus positif que négatif. Les auteurs montrent très bien les limites d'une politique basée sur la « puissance douce » en analysant le comportement du Canada dans le cas des essais nucléaires en Inde et au Pakistan ainsi que dans le cas des frappes aériennes au Kosovo. Ces deux événements ont en effet constitué un choc et un réveil brutal pour le Canada. En conséquence, le bilan positif en matière de sécurité se situe plutôt dans les dossiers relatifs aux menaces directes à l'individu (armes légères, mines antipersonnel) et dans la recherche de partenariat avec des pays partageant les mêmes idées. Ceci dit, les réussites dans ces dossiers ne constituent pas des problèmes de « high politics » malgré les efforts du Canada à les porter à l'agenda du Conseil de sécurité de l'ONU ou d'autres organisations régionales. Devant le résultat mitigé de la politique étrangère du Canada basée sur la sécurité humaine, on comprend que les éditeurs aient choisi de poser un

point d'interrogation plutôt qu'un point d'affirmation à la fin du titre de leur ouvrage. Quant au lecteur, il trouvera assez d'information dans ce livre pour se forger une solide opinion puisque la qualité des collaborateurs de cette série n'est plus soulignée.

Manon TESSIER

Chargée de recherche
Institut québécois des hautes études
internationales

**Rethinking the International
Conflict in Communist and
Post-Communist States. Essays in
Honor of Miklós Molnár.**

LUKIC, Renéo (dir.). Aldershot,
Ashgate Publishing Ltd, 1998, XIII et
175 p.

Cette Festschrift est dédiée à un historien d'origine hongroise, Miklós Molnár, qui est l'auteur, entre autres, d'un ouvrage remarquable sur la société civile en Hongrie et en Pologne communistes. Quelques-uns de ses anciens étudiants à l'Institut universitaire de Hautes études internationales à Genève ont contribué à la publication de cette collection plutôt hétéroclite d'essais dont le titre suggère une étude du concept de conflit dans les sociétés communistes et post-communistes.

Il est regrettable que le directeur de l'ouvrage n'ait pas inclus une introduction qui aurait expliqué comment le concept de conflit est lié aux différents sujets traités ou même pourquoi il a été choisi. En fait, de quel conflit s'agit-il ? Conflit international, conflit armé, conflit politique, conflit social ? Cette lacune est d'autant plus regrettable que la contribution de Miklós Molnár à notre compréhension des régimes communistes est l'utilisation d'une définition de conflit qui

mérite encore beaucoup d'attention, celui entre la société civile et un régime idéologique totalitaire. On ne retrouve, hélas, dans aucun des essais ce fil conducteur.

Quatre des sept contributions traitent de la Yougoslavie moderne et de ses États successeurs, notamment la Croatie et la République fédérée de Yougoslavie. L'essai de Jasna Adler sur les origines d'un État croate en octobre 1918 représente un exposé intéressant et important sur une problématique assez épineuse, notamment les origines et le bien-fondé des États successeurs de l'Autriche-Hongrie. Force est de constater que deux d'entre eux, la Tchéco-Slovaquie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, se sont désintégrés dans la période post-communiste, désintégration qui incite, voire oblige, les historiens à poser des questions sur leur création, ne serait-ce que pour savoir si les causes de leur désintégration ne se trouvent pas déjà à cette époque-là. Les autres essais sur les Balkans traitent de la désintégration de la Yougoslavie dans les années quatre-vingt-dix et comment elle se compare avec la désintégration de l'Autriche-Hongrie par Jasna Adler, le rôle des États-Unis et de l'Europe dans les Balkans à la fin du vingtième siècle et quelques réflexions sur l'avenir de l'actuelle République de Yougoslavie, tous deux par Renéo Lukic.

Les trois autres essais examinent les relations sino-soviétiques, notamment l'importance du facteur régional dans ces relations, par Elizabeth Wishnick, la diplomatie de partenariat entre la Russie et les États-Unis de 1992 à 1996 par Allen C. Lynch et enfin la politique économique des puissances occidentales, notamment des États-Unis envers l'Union soviétique dans les années vingt et trente par Andrew Williams.